



Le PS  
progrès  
humain

# UNIR POUR FAIRE VIVRE LA RÉPUBLIQUE - LES CHANTIERS DE L'ÉGALITÉ

Contribution générale présentée par Jean-Christophe CAMBADELIS et le Secretariat national

Contribution Générale présentée par :  
CAMBADELIS Jean-Christophe

## LES PREMIERS SIGNATAIRES:

Jean-Christophe CAMBADELIS Secretariat national : Guillaume BACHELAY (76) ; Florence AUGIER (95) ; Ericka BAREIGTS (974) ; Christophe BORGEL (31) ; Emeric BREHIER (77) ; Colombe BROSSEL (75) ; Sylviane BULTEAU (85) ; Luc CARVOUNAS (94) ; Kamel CHIBLI (09) ; Philippe CORDERY (999) ; Marie-Pierre DE LA GONTRIE (75) ; Jean-François DEBAT (01) ; Elsa DI MEO (83) ; Laurent DUTHEIL (94) ; Frédérique ESPAGNAC (64) ; Alain FONTANEL (67) ; Samia GHALI (13) ; Karine GLOANEC-MAURIN (41) ; Laurent GRANDGUILLAUME (21) ; Estelle GRELIER (76) ; Marc-Pierre MANCEL (75) ; Sandrine MAZETIER (75) ; Olivia POLSKI (75) ; Sarah PROUST (75) ; Christine REVAULT-D'ALLONNES-BONNEFOY (94) ; Eduardo RIHAN-CYPEL (77) ; Claude ROIRON (76) ; Isabelle THIS-SAINT-JEAN (78) ; Clotilde VALTER (14) Secrétariat national adjoint : Nicolas BAYS (62) ; Luc BELOT (49) ; Brigitte BOURGUIGNON (62) ; Luc BROUSSY (95) ; Joël CARREIRAS (31) ; Laurent CERVONI (76) ; Marie COLOU (93) ; Hélène CONWAY-MOURET (999) ; Emmanuelle DE GENTILI (2B) ; Pascale GERARD (06) ; Bernadette LACLAIS (73) ; Thomas LARDEAU (94) ; MAALOUF Rita (75) ; Françoise MESNARD (17) ; Gwendal ROUILLARD (56) ; Yannick TRIGANCE (93) ; Stéphane TROUSSEL (93) ; Fabrice VERDIER (30) ; André VIOLA (11) Porte-paroles, direction des études auprès du Premier secrétaire et Université d'été et permanente du PS : Olivier FAURE (77) ; Carlos DA SILVA (91) ; Juliette MEADEL (92) ; Corinne NARASSIGUIN (75) ; David ASSOULINE (75) ; Alain BERGOUNIOUX (78) ; Alain RICHARD (95) ; Henri WEBER (76) Claude BARTOLONE (93), Président de l'Assemblée nationale ; Jean-Marc AYRAULT (44) ; Didier GUILLAUME (26), Président du groupe soc. au Sénat ; Bruno LEROUX (93), Président du groupe soc. à l'Assemblée nationale ; Pervenche BERES (75), Présidente du groupe PS au Parlement européen ; Jean-Louis BIANCO (04) ; Guillaume GAROT (53) Premiers secrétaires fédéraux : Ibrahim ABOUBACAR (976) ; Arnaud BATTEFORT (02) ; Frédéric BERET (972) ; Guy BERTHELOT (90) ; Gregory BLANC (49) ; Florence BLATRIX (01) ; Jean-Christophe BONREPEAUX (09) ; Christophe BOUILLON (76) ; Hussein BOURGI (34) ; Christophe BOUVIER (38) ; Jean BRUNEL (11) ; Mathieu CAHN (67) ; Yann CAPET (62) ; Samuel CEBE (81) ; Rodolphe CHALLET (79) ; André CHAPAVEIRE (43) ; Jean-Jacques CHATEL (28) ; Raphaël CHAUVOIS (14) ; Jean-Marc CIABRINI (2A) ; Jean-David CIOT (13) ; Marc COATANEA (29) ; Michael CORTOT (37) ; Emmanuel COUET (35) ; Christophe COUNIL (72) ; Jacques CRESTA (66) ; Jean-Pierre DETEIX (988) ; Philippe DUBOURG (15) ; Laurent FABRE (80) ; Rémi FERAUD (75) ; Philippe FINIELS (07) ; Annie FLORES (08) ; Béatrice FRECENON (26) ; Olivier FREZOT (45) ; Xavier

GARCIA (06) ; Robert GARDETTE (73) ; Philippe GUGLIEMI (93) ; Mickael GUITTARD (05) ; Laurence HARRIBEY (33) ; Marc-Antoine JAMET (27) ; Léon JEAN-BAPTISTE EDOUARD (973) ; David KIMELFELD (69) ; Eddy LACROIX (39) ; Laurent LAFAYE (87) ; Sandrine LAFFORE (47) ; Jean-Marie LALANDRE (88) ; Philippe LE CONSTANT (974) ; Vincent LE MEAUX (22) ; Jean-Pierre LE SCORNET (53) ; Béatrice LEJEUNE (60) ; Dominique LEYNAUD (48) ; Jean-Pierre LIOUVILLE (57) ; Jean-François LOVISOLO (84) ; Karim MAATOUG (19) ; Jean MALLOT (03) ; Guillaume MATHELIER (74) ; Michel NEUGNOT (21) ; Loïc NIEPCERON (70) ; Mireille PEIRANO (83) ; Alain PIASER (65) ; Pierre POULIQUEN (56) ; Alexandre POURCHON (63) ; Dominique ROULLET (36) ; Fabrice ROUSSEL (44) ; Philippe SAINCARD (77) ; Philippe SARRE (92) ; Rachid TEMAL (95) ; Benoît TIRANT (86) ; Vincent VERON (61) ; Sébastien VINCINI (31) ; Georges VOIRNESSON (52)

## LES SIGNATAIRES:

## TEXTE DE LA CONTRIBUTION

La contribution générale que nous adressons aux socialistes à l'occasion de notre Congrès veut répondre au besoin de sens et d'engagement. Dans le monde et le moment où nous sommes, jamais ils n'ont paru si vifs.

**Notre Congrès doit être à la hauteur de l'histoire.** Cette exigence implique le sérieux dans l'analyse, le réalisme dans les propositions, la conviction dans la République et la fidélité à l'internationalisme, la permanence de l'unité dans l'action. Avec une volonté : faire de l'égalité la grande cause.

C'est pourquoi **notre texte se fixe trois objectifs principaux.**

**Mesurer les enjeux de l'époque** car si nos valeurs sont permanentes, elles s'inscrivent dans un monde en mutations, globalisé et connecté, financiarisé et complexe, instable et dangereux, mais aussi porteur d'espoirs et d'opportunités.

**Mettre en perspective la cohérence de notre action au service de la France et des Français,** souligner ce qui a été accompli, ce qui est initié ou doit être engagé, ce qui a réussi et ce qui mérite d'être consolidé, complété ou infléchi.

**Permettre au Parti socialiste d'être pleinement utile à la réussite de la fin du quinquennat et à la défense de la République** qui vient de subir, dans le déchainement de la violence fondamentaliste, une attaque sans pareil.

Il faudrait, pour saisir les bouleversements du siècle qui commence, pouvoir suivre presque jour par jour les événements de tout ordre. **Plusieurs défis historiques nous font face.**

**Nous devons agir contre le terrorisme djihadiste,** assurer la sécurité collective et défendre les principes de la démocratie. Cette tâche est d'intérêt général.

**Nous devons répondre à l'urgence écologique** car il n'y a pas de deuxième Terre. C'est l'enjeu capital, vital, de la Conférence mondiale sur le climat que présidera la France en décembre prochain. Le temps est venu d'un modèle de développement coopératif et qualitatif, adossé à une nouvelle croissance distincte de celle, prédatrice et inégalitaire, du siècle dernier.

**Nous devons continuer à mettre la finance au service de l'économie réelle et de l'emploi.** Il s'agit de mieux répartir la richesse entre les peuples et au sein des nations, mais aussi de ramener vers les Etats la richesse manquante que constituent

la fraude fiscale d'ultra-riches et l'optimisation fiscale de multinationales.

**Nous devons unir le Nord et le Sud de l'Europe pour la réorienter.** Les politiques austéritaires voulues par la majorité libérale-conservatrice au sein de l'Union ont éloigné les peuples du dessein initial, celui qu'incarnèrent François Mitterrand et Jacques Delors, fondé sur la solidarité entre les Etats et les projets pour les peuples. En deux ans, le Président de la République a arraché d'importantes avancées, qu'il s'agisse de la politique monétaire, de la garantie jeunesse, de l'union bancaire, de la lutte contre les abus du travail détaché, des investissements. Combattre la déflation, agir pour la croissance durable et contre le chômage, telles sont, plus que jamais, les priorités.

**Nous devons, c'est un défi au cœur de notre démarche, mobiliser les consciences républicaines et les énergies citoyennes face au bloc réactionnaire.** En Europe, les mots, les thèses et les partis d'extrême droite se sont affirmés en stigmatisant particulièrement les musulmans et comme toujours les étrangers. En France, en trois décennies, le Front national a pris son essor : il réalise aujourd'hui des performances si élevées dans les urnes que l'hypothèse de son arrivée au pouvoir est fondée. Ce parti de la réaction est aussi celui de la division : il avance masqué mais son objectif est d'opposer les Français dits « de souche » aux Français dits « de papiers » et de faire peur au pays que menacerait un « grand remplacement ».

Dans le même temps, des fanatiques religieux ont pour projet, à travers des attentats semant la terreur, de soustraire de la République les Français de confession musulmane au nom de la « grande séparation ».

Enfin, c'est un signal d'alarme pour les démocraties, les paroles et les agressions antisémites se multiplient dans de nombreux pays, comme en France.

**Nous devons répondre à l'ensemble de ces défis et agir au gouvernement du pays.** Depuis l'alternance, notre action collective a été animée par une volonté : dans la mondialisation, préserver et développer le modèle social français, les services publics que le monde nous envie, tout en assurant l'indispensable renforcement de l'économie en général et de notre industrie en particulier.

Redressement productif et compétitivité de nos entreprises, soutien à l'emploi et au pouvoir d'achat, investissement éducatif, transition écologique et numérique, nouvelle organisation territoriale, droits nouveaux pour les salariés, relance européenne, diplomatie active, **le travail engagé pour l'intérêt général est considérable. Il démontre du courage et demande de la constance. Il doit maintenant se concrétiser en résultats, et d'abord en matière d'emploi.**

Parce qu'il a fallu affronter en même temps toutes les grandes crises de l'économie et de la société, ainsi que la crise européenne et le rapport de forces défavorable aux sociaux-démocrates, notre politique a toutefois perdu en lisibilité. Nous n'avons pas suffisamment expliqué l'ampleur de la désindustrialisation – pour financer durablement le système social, il faut un appareil productif innovant et performant –, ni pointé la responsabilité accablante de la droite – et d'abord dans la dégradation des finances publiques. **Cette situation a soulevé des questions légitimes auxquelles, dans notre contribution, nous apportons des réponses**, qu'il s'agisse de la prise en compte plus particulière des entreprises exposées à la concurrence internationale, de la réforme de la fiscalité ou du soutien à l'investissement des collectivités territoriales.

L'enjeu du Congrès de Poitiers est d'être à la hauteur de l'histoire et être à la hauteur de l'histoire, c'est faire vivre la République. **Notre contribution propose dix chantiers pour la cohésion républicaine.**

La Révolution française a fait de l'égalité la fin et le moyen de la nation, le centre de

la devise républicaine. Quant au socialisme démocratique, en faisant, avec Jaurès, de l'accomplissement de la République sa raison d'être, il a fait de l'exigence d'égalité son horizon.

Pour nous, socialistes, il n'y a pas d'humanité libre sans individus libérés des inégalités de situation, de revenus, de destin, mais aussi des inégalités liées au savoir, au genre, à l'emploi. De plus, les inégalités minent la confiance sans laquelle un pays ne peut aller de l'avant. Elles peuvent même empêcher la croissance, comme l'a récemment montré l'OCDE. Activons tous les leviers pour les combattre : la redistribution, la prévention, le rôle irremplaçable de l'Etat protecteur, la prise en compte des aspirations individuelles dans les politiques publiques, et bien sûr la production, l'innovation, la création qui rendent l'économie irréductible à l'économisme.

**Nous voulons faire de l'égalité le fil d'Ariane de la fin du quinquennat et de l'action du Parti socialiste dans les prochaines années.**

Pour le droit à un environnement préservé.

Pour l'éducation : premier sujet, premier projet, premier budget.

Pour la sécurisation des parcours professionnels.

Pour la santé partout et pour tous.

Pour le logement de qualité, cause nationale.

Pour le droit à la mobilité et à l'accès, par les transports collectifs et le numérique.

Pour l'égalité femmes-hommes.

Pour l'accès à la culture et aux arts.

Pour les services publics sur l'ensemble du territoire, en métropole et dans les outre-mers.

Pour la fiscalité au service de la croissance et de la justice.

S'inspirant de la démarche du Conseil national de la Résistance, il s'agit de conduire et de réussir les chantiers de l'égalité en mobilisant la société, et de poursuivre, cela va de pair, l'effort engagé pour le redressement de l'appareil productif, l'écologie, la modernisation et la pérennisation de l'Etat social, la fraternité laïque.

**Pour y parvenir, nous faisons de l'unité le maître mot des années qui sont devant nous.**

L'unité est la condition nécessaire, indispensable, de la défense de la République et de l'action résolue au service de la France et des Français. Voilà le sens de notre contribution.

**Unité du Parti socialiste** qui doit repenser en profondeur son organisation : adhérents associés, adhésion modernisée, numérique déployé, mais aussi exemplarité en matière de non-cumul des mandats, de parité, de diversité.

**La force de l'unité, c'est aussi celle que nous voulons forger avec la gauche et les écologistes.** Pour cela, nous rappelons cette vérité: la gauche divisée, c'est le risque de la gauche éliminée, du Front national et de la droite qualifiés.

**L'unité, c'est la volonté de s'adresser non seulement aux partis, mais aussi à l'ensemble des Français.** L'unité donnera son contenu national aux élections départementales et régionales, scrutins territoriaux où les socialistes défendront une gauche « bouclier social » qui agit pour les habitants et protège les territoires.

Enfin, nous devons œuvrer à créer les conditions d'une fédération unitaire regroupant toutes celles et tous ceux qui militent pour l'unité de la gauche et des écologistes et qui veulent faire vivre la République.

Pour la première fois, c'est le texte non d'une sensibilité ou d'une sous-sensibilité de notre Parti qui s'exprime, mais celui de sa direction nationale car nous nous imposons à nous-mêmes le devoir d'unir et nous respectons la phase contributive durant laquelle chacune et chacun pourra enrichir le texte en vue de la motion.

**Pour relever ces défis, accomplir ces chantiers, atteindre ces objectifs, oui, nous devons avoir l'unité pour exigence et pour méthode.**

C'est ainsi que nous serons à la hauteur de la période et du message que les Français ont adressé le 11 janvier lors des marches républicaines qui prolongèrent les rassemblements qui ont fleuri après l'attentat contre Charlie-Hebdo. Par millions, sous les yeux du monde, en riposte à l'assassinat de dix-sept concitoyens – journalistes parce qu'ils étaient journalistes, policiers parce qu'ils étaient policiers, juifs parce qu'ils étaient juifs –, les citoyens se sont dressés. Pour dire le respect à l'égard des victimes. Pour dire l'attachement à la liberté d'expression. La Marseillaise entonnée pour faire vivre la République.

Le soulèvement citoyen a montré l'attachement du peuple à la République et sa détermination à faire face à ceux qui ont entrepris de la détruire. Ce fut une réponse éclatante aux défaitistes, aux pessimistes, aux déclinistes, qui entonnent chaque jour l'oraison funèbre de la France et de la République. En se levant en masse, dans les villes et les villages, la nation des citoyens a donné une réponse sans équivoque à la question de l'identité française, prétendument incertaine : être Français, aujourd'hui comme hier, c'est adhérer aux valeurs de la République – liberté, égalité, fraternité, laïcité, universalisme –, mais aussi à un art de vivre, celui de Rabelais, de Molière, de Voltaire, qu'incarnait si bien l'équipe de Charlie. Dans ces journées inscrites dans l'histoire de notre pays, pendant lesquelles le Président François Hollande a su incarner la nation, les Français ont dit aux djihadistes assassins : nous ne nous laisserons pas terroriser ni diviser. Nous allons nous rassembler pour vous mettre hors d'état de nuire et vivre selon nos valeurs et nos lois, sans distinction de confessions ou d'origines.

Faire vivre la République, c'est la grande cause, c'est la plus belle des causes. Celle à laquelle les socialistes veulent se consacrer de tout leur cœur et de toutes leurs forces.

## I – RELEVER LES DEFIS DU TEMPS ET DU MONDE

### 1 – Unir pour lutter contre le terrorisme et assurer la sécurité collective dans un monde dangereux

**Les socialistes sont confrontés à cinq défis historiques.**

• *La lutte contre le terrorisme sera longue et elle sera dure*

Le terrorisme djihadiste trouve ses racines au Moyen-Orient en proie à une nouvelle guerre de Trente Ans entre chiites et sunnites, et entre sunnites eux-mêmes. Il étend sa menace en Afrique et en Asie. Il trouve des relais en Europe parmi une petite minorité de jeunes exclus, jeunes musulmans des cités et adolescents convertis issus des classes moyennes, fascinés par la violence et en quête de sens.

Au-delà de sa dimension policière, judiciaire et militaire, cette lutte se gagnera durablement sur les terrains politique, économique, social, culturel. Son issue dépend de notre capacité à insuffler de nouveau un idéal républicain.

• *Un monde de tous les dangers*

Nous sommes passés du monde bipolaire de la guerre froide, quand l'Union soviétique et les États-Unis s'affrontaient mais faisaient régner l'ordre dans leur camp respectif, à un *monde unipolaire* après la chute du Mur de Berlin, quand l'hyperpuissance américaine faisait la loi ; aujourd'hui **nous sommes entrés dans un monde multipolaire désorganisé où des puissances majeures existent, anciennes ou nouvelles, sans qu'aucune d'elles, seule ou en alliance stable avec d'autres, ne soit capable de maîtriser les crises.** La Chine s'arme à vive

allure pour assurer ses voies de communication commerciales et son hégémonie politique en Asie. L'Inde, le Japon lui emboîtent le pas dans cette voie. La situation dramatique en Ukraine, alimentée par la Russie de Poutine et instrumentalisée par les Etats-Unis, inquiète profondément les pays baltes et les anciennes « démocraties populaires ».

Le monde islamique est entré en convulsions. Les fondamentalismes djihadistes s'y développent à la faveur des rivalités internes : entre dictateurs en place et modernistes des « printemps arabes », comme en Syrie ; entre sunnites et chiïtes, comme en Irak. Dans ce contexte, la Tunisie constitue un contre-exemple. Le conflit israélo-palestinien, sans cesse recommencé, nourrit dans le drame un terreau permanent d'affrontements. Disputant à Al Qaïda l'hégémonie politique sur la mouvance djihadiste, Daesh a fondé « l'État islamique », à cheval sur l'Irak et la Syrie, projette sa terreur en Europe et s'implante maintenant en Afghanistan. Cette organisation porte une idéologie obscurantiste et barbare dont les populations civiles musulmanes, et d'abord les femmes, sont les premières victimes. Sa base territoriale dans une région riche en pétrole donne à ce nouveau terrorisme des moyens financiers inédits et un armement considérable. Il exerce un attrait sur une frange minoritaire mais significative de la jeunesse européenne comme l'attestent les 5 400 volontaires djihadistes venus du Vieux continent (1 300 pour la France).

## 2 – Unir pour répondre à l'urgence environnementale au nom de l'éco-socialisme

### • *Il n'y a pas de deuxième Terre*

Longtemps, la gauche a vécu dans la conviction que les ressources naturelles étaient inépuisables. Elle a appris, dans le dernier quart du 20ème siècle, qu'il n'en est rien. Le GIEC a établi que l'industrialisation d'un monde de 7 et bientôt 9 milliards d'habitants porte gravement atteinte à notre écosystème et que l'impact de ces dégradations, souvent irréversibles, serait catastrophique dans un avenir rapproché. Il y a urgence écologique. **Nous, socialistes, avons intégré le « principe de responsabilité » à notre corps de valeurs** : « agis de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre ».

La synthèse entre la doctrine social-démocrate et l'apport de l'écologie politique découle de la prise de conscience de la vulnérabilité de notre Terre-patrie. Elle provient aussi de la conviction que la lutte contre le dérèglement climatique est une nécessité, ainsi que l'occasion de définir un nouveau modèle de développement, qualitatif et coopératif, porteur de croissance, d'emplois, d'innovation. De la certitude, enfin, que le bonheur ne consiste pas à consommer sans cesse davantage de biens et de services marchands, mais à réaliser toutes les potentialités humaines, et en particulier les plus hautes : exercer notre liberté, donner libre cours à notre créativité, accéder aux œuvres et aux pratiques culturelles et sportives, enrichir nos liens sociaux.

Nous sommes en train d'inventer un nouveau modèle de croissance – la croissance verte –, économe en énergie et en matières premières, grâce à l'**efficacité énergétique** : isolation thermique des bâtiments, développement des énergies renouvelables, réseaux énergétiques intelligents, véhicules propres; par l'**économie circulaire** : éco-conception des produits, recyclage des déchets, etc. ; à travers l'**économie de la fonctionnalité** ou de « l'accès » : mise à disposition temporaire de biens (véhicules, bâtiments, équipements) autour de l'idée qu'on paie pour l'usage que l'on fait d'un produit sans avoir à le posséder. Cette mutation écologique de nos sociétés doit être favorisée par l'éducation, la législation ou encore la fiscalité.

### • *Réussir la Conférence mondiale sur le climat*

Malgré l'échec de la Conférence de Copenhague et de la taxe énergie-climat à ses frontières, l'Europe reste à la pointe du combat pour le climat. Elle édicte des normes environnementales et sanitaires contraignantes sur son territoire. Elle respecte son «

programme 20x4 » : d'ici 2020, réduire de 20 % ses émissions de gaz à effet de serre, augmenter de 20 % sa production d'énergies renouvelables et de 20 % encore ses économies d'énergie.

L'heure de vérité sonnera en décembre prochain, à l'issue de la 21e Conférence mondiale des Nations unies sur le climat, la COP 21, organisée à Paris et présidée par la France. Les derniers mois de 2014 ont été riches en avancées : accord européen en octobre, accord sino-américain en novembre, capitalisation du Fonds vert pour le climat en décembre. **L'urgence d'agir n'a jamais été aussi forte, l'espoir de parvenir à un accord historique pour la préservation de notre planète jamais aussi grand.** Nous avons une responsabilité historique : unir les nations pour affronter ce défi de l'humanité au nom des générations futures.

### 3 – Unir pour remettre la finance à sa place

• *Le capitalisme est mondial et financier*

Une nouvelle révolution industrielle se déploie dans un contexte où les marchés, les entreprises, la production se sont internationalisés. Libres de leur localisation, les investisseurs mettent en concurrence les territoires et privilégient le moins-disant fiscal, social, sanitaire, environnemental. Ils exigent des « retours sur investissement » rapides et à deux chiffres pour les actionnaires, la « flexibilité » et la réduction du coût du travail pour les salariés, la compétition entre les territoires et entre les sites de production d'un même groupe.

Une crise financière et économique de l'ampleur de celle que nous avons connue en 2008, et dont nous ne sommes pas encore sortis, peut se reproduire à moyen terme. Les causes qui l'ont produite sont toujours à l'œuvre, les nouvelles règles prudentielles pour la prévenir sont insuffisantes. Les inégalités à l'échelle globale se sont encore aggravées. L'hégémonie du capitalisme financier sur le monde des affaires s'est encore renforcée et fait courir un risque majeur à l'économie mondiale. Notre gouvernement et le Parti socialiste européen (PSE) doivent peser sur l'Union européenne afin qu'elle pousse les feux de la régulation économique et financière internationale – c'est le cas, des avancées ont été obtenues depuis deux ans mais il reste en la matière de sérieuses marges de progression.

**La nouvelle croissance que nous appelons de nos vœux** doit être respectueuse de l'écosystème, sobre en énergie et en matières premières, créatrice d'emplois, soucieuse des intérêts des générations à venir. **Comme le rappelle la Charte pour le progrès humain que nous avons adoptée en décembre dernier, nous sommes éco-socialistes.**

• *Trois leviers concrets pour agir*

Nous voulons **une taxation des transactions financières en Europe** pour laquelle, au sein de la coopération renforcée qui a vu le jour, le moteur franco-allemand doit être à l'initiative : en 2015, elle doit se concrétiser. A l'échelle planétaire, la régulation du capitalisme pour humaniser la mondialisation passe notamment par **la lutte implacable contre les paradis fiscaux, la sanction effective et massive des territoires non coopératifs** ainsi que des banques qui y mènent des transactions ou dérogent à leurs obligations déclaratives, **la transparence de l'activité des filiales à l'étranger des multinationales** afin qu'elles n'échappent plus à l'impôt. La France doit porter avec force ces exigences qui constituent autant de ressources manquantes pour les finances publiques et l'exigence morale d'un partage plus juste des richesses entre les peuples.

### 4 – Unir le Nord et le Sud de l'Europe pour la réorienter

Pour nous, socialistes, la construction de l'Europe n'est pas seulement une grande idée, elle est un indispensable levier.

• *Nous voulons amplifier la réorientation de l'Union*

Le besoin d'Europe est impérieux. Les années qui s'ouvrent doivent permettre de

relancer et réorienter significativement notre Union : **redonnons aux peuples et d'abord aux catégories populaires, aux classes moyennes et à la jeunesse, des raisons de croire dans la construction de l'Europe.**

C'est d'autant plus urgent que la France et l'Union sont confrontées à la troisième révolution industrielle, celle de la combinaison du numérique, des énergies renouvelables, des bio- et des nanotechnologies. Elle transforme l'univers des biens et des services, les façons de produire, de consommer, d'échanger, d'apprendre, d'accéder aux œuvres, de s'informer. Elle est marquée par le surgissement de l'Internet des objets, la 3D, la digitalisation de la production, la fusion du numérique et des industries traditionnelles.

**Dans cette économie de l'innovation et de la connaissance, la France et l'Europe ont de nombreux atouts.** Elles peuvent et elles doivent se porter à la pointe de cette nouvelle révolution industrielle, comme elles ont su le faire pour les deux précédentes, au 19<sup>e</sup> et au 20<sup>e</sup> siècles. C'est un impératif vital car les Européens sont pris en étau entre les pays émergents, à bas coût de main d'œuvre, qui montent rapidement en gamme d'une part, et d'autre part les États-Unis et le Japon qui poursuivent leur course en tête dans les industries de pointe et les services à haute valeur ajoutée. Mieux vaut comprendre les contours et les mouvements du nouveau monde car il ne nous attendra pas. C'est ainsi que nous mettrons à profit ses opportunités et que nous l'orienterons dans le sens de nos valeurs.

• *L'urgence : combattre la déflation*

Cinq ans d'austérité généralisée en Europe, imposée par les majorités de droite au sein du Conseil, de la Commission et du Parlement, ont mené l'Union au seuil de la déflation. Les résistances des droites, de la CDU-CSU allemande au premier chef, ont retardé fortement la création d'instruments de coordination et de solidarité. Ils n'ont été adoptés que progressivement avec la création du Mécanisme européen de stabilité et l'Union bancaire. Ce n'est que depuis quelques mois que les lignes bougent réellement, sous les efforts conjoints de François Hollande et de Matteo Renzi, des leaders sociaux-démocrates européens réunis autour d'eux et des parlementaires européens du PSE.

**Nous, socialistes, avons toujours opposé à la politique austéritaire de la droite européenne une stratégie différenciée de sortie de crise.** Les États excédentaires d'Europe du Nord – et en premier lieu l'Allemagne – doivent, selon nous, relancer leur consommation et leurs investissements. L'Europe y a intérêt, mais ces nations aussi afin de résoudre les nombreux défis sociaux auxquelles elles sont chacune confrontées. Quant aux États surendettés – dont la France –, ils ont à s'engager sur une trajectoire de retour à l'équilibre de leurs comptes publics, mais en prenant le temps nécessaire afin de tenir compte de la conjoncture, pour ne pas sombrer dans la récession ni compromettre les chances d'une reprise. A tout cela, toute l'Europe a intérêt. Il revient aux socialistes de mener cette confrontation politique avec les droites européennes.

En même temps, l'UE doit promouvoir à son niveau **un ambitieux programme transcontinental d'investissements pour la nouvelle croissance.** La BCE doit élargir ses missions, jusqu'à devenir une banque centrale complète, c'est-à-dire un prêteur en dernier ressort, autorisé à acheter des obligations d'État comme le font la FED américaine, la Banque d'Angleterre ou celle du Japon. Elle doit superviser les 6 000 banques européennes, comme lui en donne mandat le Mécanisme de Supervision Unique (MSU) décidé en mars 2014. Et veiller à ce que l'inflation remonte aux 2%, objectif fixé par la BCE. Les disciplines budgétaires doivent être assouplies et une part des investissements d'avenir exclus du calcul des déficits. Des pas ont été accomplis dans ce sens mais beaucoup restent à faire.

Que la BCE s'engage à racheter des obligations souveraines et d'agences européennes, telle la Banque européenne d'investissement, à hauteur de 60 milliards d'euros par mois jusqu'en septembre 2016 est un tournant. Cette injection massive de liquidités a pour effet de faire baisser sensiblement la valeur de l'euro

par rapport au dollar (-15 %). Mais 20 % seulement des risques liés à ces achats de titres seront réellement mutualisés, c'est-à-dire couverts par la BCE dans le cadre de la solidarité entre pays de la zone euro : 80 % relèveront de la responsabilité des banques centrales nationales. On n'en est pas encore à la mutualisation des dettes souveraines requise pour une zone monétaire optimale. **L'Union bancaire** a vu le jour, elle doit être parachevée, notamment par la garantie européenne des dépôts des épargnants, à hauteur de 100 000 euros par déposant.

Les peuples du Sud de l'Europe réclament davantage de marges de manœuvre budgétaires que les politiques austéritaires leur interdisent. Les peuples du Nord ne veulent pas être entraînés dans le laxisme budgétaire qu'ils devraient financer sans fin. La solution portée par le Président Hollande et les socialistes en Europe est d'unir les approches, précisément par un mix conjuguant relance par l'investissement et croissance durable par les projets au niveau communautaire et, à l'échelle de chaque pays membre, en fonction de sa situation spécifique, maîtrise budgétaire et modernisation de l'outil productif et de l'Etat social. Cette approche non dogmatique doit également prévaloir à propos de la dette grecque : des engagements ont été pris, qui doivent être tenus, mais en permettant à la Grèce de retrouver le chemin de la croissance. C'est avec l'Union européenne et non la troïka que le gouvernement grec élu par la souveraineté populaire doit discuter, comme le demande le PSE à notre initiative.

**Le plan Juncker doit être financé et sa capacité de prêt portée à 200 milliards d'investissements par an (contre 100 actuellement prévus).** Les projets industriels et d'infrastructures déposés auprès de la Commission – 32 pour la France à hauteur de 45 milliards d'euros – doivent être rapidement sélectionnés et mis en œuvre.

**La taxe sur les transactions financières**, approuvée par onze États membres dont l'Allemagne, doit être instituée le plus rapidement possible, nous y insistons, et son produit versé au Fonds vert de l'ONU contre le réchauffement climatique. L'UE doit développer ses ressources propres, en commençant par les euro-obligations dédiées à des projets, les projets bonds.

La négociation en cours de l'**Accord transatlantique de commerce et d'investissement (TIPP)** doit s'effectuer dans la transparence. Il devra être approuvé à l'unanimité par le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement, puis par le Parlement européen, enfin, par chacun des 28 parlements nationaux. **S'il n'est pas mutuellement avantageux, notre gouvernement et les progressistes européens ne le ratifieront pas.**

Enfin, pour un monde multipolaire organisé, la création d'un axe Europe-Méditerranée-Afrique serait un atout, une force, un espoir.

• *Un traité social pour l'Europe, vite !*

La directive sur les travailleurs détachés révisée, celle sur les congés maternité enfin adoptée, le programme « garantie-jeunesse » que nous avons porté, ces combats montrent que des succès sur le front social sont possibles. L'Europe n'a pas seulement besoin de traités budgétaires : elle a besoin d'un traité social. C'est pourquoi nous plaçons pour plusieurs initiatives politiques audacieuses afin de jeter les bases **d'une allocation chômage européenne** ou encore d'un salaire minimum européen. De même, **le principe de la Clause de l'Européenne la plus favorisée doit être retenu** pour assurer à toutes les femmes le bénéfice des législations nationales qui défendent le mieux leurs droits dans l'espace européen.

La social-démocratie européenne et ses alliés doivent s'appuyer sur les avancées engrangées depuis deux ans pour bâtir une Europe volontaire, sociale, démocratique, mieux intégrée. Cette progression se fera de façon différenciée au moyen des « coopérations renforcées » et de l'affirmation de la zone euro : les États membres qui souhaitent aller plus vite et plus loin ensemble doivent être encouragés à le faire, par exemple pour harmoniser la fiscalité des entreprises. **La zone euro doit se donner une organisation et un budget spécifiques.**

La réorientation de l'Europe est engagée, amplifions-la : la victoire de Syriza en

Grèce renforce ceux qui, avec François Hollande, œuvrent à cette exigence.

## 5 – Unir face au bloc réactionnaire

### • *Une réalité européenne*

Par-delà la multiplicité des contextes nationaux et des organisations, des leaders et des partis se retrouvent en une commune adhésion à la xénophobie, au souverainisme, à l'autoritarisme, au libéral-conservatisme, à la démagogie. Cette menace, dont les élections au Parlement européen de l'an dernier ont signifié l'ampleur, est d'autant plus inquiétante que ses slogans et ses positions inspirent une part grandissante des formations de la droite classique.

### • *La montée de l'extrême droite, l'affaiblissement des digues républicaines*

**En France, un bloc réactionnaire, qui s'est notamment manifesté lors du débat sur le mariage pour tous, s'affirme comme jamais depuis l'instauration de la Vème République.** Exploitant les dégâts de la désindustrialisation et du chômage, prospérant sur les peurs et les ressentiments, stigmatisant des catégories entières de la population – les immigrés, les demandeurs d'emploi ou allocataires des minima sociaux qualifiés d'« assistés » – ou les opposant les unes aux autres – le public contre le privé, les jeunes contre les seniors, les banlieues contre les territoires ruraux ou périurbains –, l'extrême droite xénophobe, confortée par une partie, extrémisée, de la droite, a le vent en poupe.

La banalisation du Front national, la destruction des digues entre les partis républicains et l'extrême droite, la diffusion des thèses identitaires et du déclinisme français, touchent tous les secteurs de la vie sociale et politique. Une véritable hégémonie culturelle s'est installée autour de ces thèmes, préparant les conditions d'une victoire possible. Un tripartisme s'installe où le parti d'extrême droite est en dynamique, détournant les mots et les références de la République et instrumentalisant toutes les colères. La droite républicaine, qui a abaissé son système de défense pour mieux capter l'électorat cristallisé par le FN, voit aujourd'hui une grande partie de ses électeurs siphonnée au premier tour par celui-ci et même rêver au second d'une alliance droite/FN.

**Le « ni-ni » qui tend à placer le Parti socialiste sur le même plan que l'extrême droite accentue ce phénomène et confère aux socialistes la responsabilité historique d'être la seule force nationale à lui faire barrage** car malheureusement, la gauche radicale fait de notre parti l'adversaire principal, brisant la nécessaire unité des forces de gauche et des écologistes contre le FN au nom d'un désaccord économique et d'une volonté de faire éclater le PS pour construire une nouvelle gauche. C'est oublier que la situation française n'est pas celle d'une radicalisation à gauche, mais d'une extrémisation de droite.

### • *Le bloc réactionnaire a maintenant une colonne vertébrale frontiste et menace la République.*

La diffusion des idées d'extrême droite – retour au franc, protectionnisme de repli, sortie de l'Europe, rejet des immigrés, racisme et islamophobie, soutien à la politique de Poutine en Syrie et en Ukraine – s'étend. Pour faire refluer durablement le FN, il faut mener la bataille idéologique et politique afin de réaffirmer la République face aux thèses identitaires, et s'attaquer aux causes profondes du malaise français : chômage de masse et de longue durée, insécurité, ghettoïsation de nombreux quartiers, relégation territoriale, insuffisante intégration des immigrés.

De son côté, l'UMP préconise un thatchérisme à la française. A la politique de sérieux budgétaire que nous mettons en œuvre en veillant à réunir les conditions d'une nouvelle croissance, le parti dirigé par Nicolas Sarkozy oppose une véritable politique d'austérité (130 milliards de coupes dans la dépense publique, liberté de travailler tous les dimanches de l'année, abrogation des 35 heures, du CDI) qui serait fatale à tout espoir de reprise et conduirait à l'asphyxie nos services publics.

Nous devons unir les républicains et convaincre les Français de l'impasse de cette logique libérale qui ne ferait que favoriser le FN dans sa quête du pouvoir. Le

libéralisme néo-thatchérien ou le libéralisme tout court visant à remettre en cause, voire à détruire les protections sociales et les garanties collectives, loin d'être performant pour l'économie, crée les conditions d'un mécontentement propre à faire progresser l'extrême droite.

## II – LE SENS DE NOTRE ACTION POUR LES FRANÇAIS

A mi-mandature, il est nécessaire de dresser un bilan de l'action menée depuis 2012. C'est une condition pour réussir la deuxième partie du quinquennat.

**Nous devons d'abord mesurer le poids de l'héritage laissé par la droite depuis 2002.** Durant la décennie UMP, un véritable décrochage de l'économie française s'est opéré : croissance en berne, dette publique doublée, chômage de masse. La place de l'industrie dans la valeur ajoutée du pays est passée de 18 % en 2000 à 12 % en 2012. Dans la même période, la balance commerciale excédentaire de 3,5 milliards d'euros est devenue déficitaire de 71 milliards. Facteur aggravant : une Union européenne dominée par les droites qui a donné la priorité aux politiques de restriction budgétaire. A ce lourd passif économique, se sont ajoutés les effets délétères pour notre société des politiques menées sous la présidence Sarkozy, qui ont accru les inégalités en termes de revenus, d'éducation, de logement, d'aménagement du territoire. **Notre victoire électorale s'est donc produite dans une société de crise où la défiance vis-à-vis de la politique était fortement installée.**

En 2012, **nos campagnes présidentielle et législatives ont dit les efforts devant nous.** Le « redressement productif » a été un thème central – il l'était dès le projet socialiste de 2011. Nous avons souligné la menace que fait courir une dette excessive sur la souveraineté même du pays et sur les marges de manœuvre de l'Etat.

**Nous avons, cependant, sous-estimé l'ampleur de la désindustrialisation.** Nous avons surestimé les potentialités de croissance dans une économie affaiblie. Et eu le tort de n'avoir pas suffisamment exposé la situation réelle du pays, ni expliqué les responsabilités de chacun. Enfin, nous avons pensé qu'en rompant avec les pratiques du sarkozysme, nous pourrions apaiser rapidement une société divisée et fragmentée. Nous nous sommes immédiatement heurtés à un procès en légitimité – visant particulièrement le Président de la République – instruit par la droite et ses relais d'argent qui n'acceptaient pas la défaite et par une extrême droite attisant toutes les peurs.

**Nos gouvernements ont voulu traiter toutes les grandes crises de la société et de l'économie françaises qui plombaient l'avenir.** Ils ont dû le faire en même temps pour la crise financière, d'abord américaine puis européenne, qui a profondément dégradé nos grands équilibres ; la crise industrielle, avec le défaut de compétitivité pour toute l'économie qui en découle ; la crise européenne, qui a amené l'Union à réduire avant tout les déficits publics alors que le soutien à l'investissement était prioritaire. **Nous avons voulu éviter un triple piège, le tout-réduction des déficits, le tout-politique de l'offre, le tout-politique de la relance, qui auraient été autant d'impasses. Mais notre politique, de ce fait, a perdu en lisibilité.** Elle amène, en effet, à mettre en œuvre des compromis entre plusieurs objectifs dont aucun ne peut être abandonné et dont personne dans le Parti, même parmi les plus critiques, ne dit qu'ils ne sont pas à prendre en compte. **Notre volonté, c'est le sens de l'action engagée depuis mai 2012, est de préserver et développer le modèle social français tout en assurant l'indispensable redressement du pays dans la mondialisation.** Ce fil d'Ariane permet de juger de ce qui a été fait, parfois au prix d'ajustements qu'implique toute politique gouvernementale. Dans cette contribution, nous soulignons ce qui structure notre

action présente et appelle des développements dans les années à venir.

## 1 - Les réformes d'avenir

Le redressement du pays, c'est celui de l'économie, mais c'est aussi la préparation de l'avenir. La France doit agir dans le monde, dans l'économie globale de marché qui s'est constituée et en Europe, où sont ses principaux partenaires.

• *Pour la réindustrialisation et l'emploi*

**La réindustrialisation de la France est un objectif fondamental pour les socialistes, car sans base industrielle solide, nous ne pouvons pas durablement financer notre modèle social** – l'un des plus généreux du monde –, reconquérir le plein emploi, réussir la transition écologique, retrouver notre pleine souveraineté face aux marchés financiers.

L'affaiblissement de l'industrie française a des causes multiples, qu'il faut traiter avec lucidité, la qualité indispensable à l'efficacité : médiocre spécialisation sectorielle et géographique ; insuffisante recherche privée ; vieillissement de nos équipements machines ; carences de notre système de formation professionnelle ; piètre qualité des relations entre partenaires sociaux ; rapports conflictuels entre donneurs d'ordre et sous-traitants, entre PME et établissements financiers ; absence, aussi, d'une politique macro-économique européenne, poids de la surévaluation de l'euro depuis 2012 jusqu'à la mi-2014 ; insuffisante réciprocité commerciale entre l'UE et les autres économies du globe.

A ces raisons, alors que la troisième révolution industrielle bat son plein, outre les obstacles qui entravent une meilleure allocation des ressources en travail et en capital, s'ajoute la chute des taux de marge des entreprises à un plus bas historique (28 % en 2012, 30 % aujourd'hui, alors qu'il est de 40 % en Allemagne).

Concrètement, il s'agit des moyens dont dispose une entreprise pour investir, innover, embaucher, exporter. Face à une concurrence acharnée, nombre d'entreprises françaises ont choisi, ces dernières années, de réduire leur prix pour conserver leurs parts de marché plutôt que d'innover et d'investir. **Ce diagnostic montre que la compétitivité est un tout : coûts, montée en gamme, dialogue social, tout compte.**

Les gouvernements de Jean-Marc Ayrault et de Manuel Valls ont donc eu raison d'agir pour améliorer les capacités d'investissement des entreprises et leur environnement économique. Nous avons pris le problème à bras le corps avec le Pacte de responsabilité et de solidarité, qui prolonge le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE). La compétitivité, en effet, est avant tout affaire d'innovation, de qualification des salariés, de positionnement des produits, mais aussi de libération des énergies sans mettre en cause nos acquis, comme le prévoit le débat en cours sur la loi « croissance et activité ». C'est pourquoi nous avons créé une Banque publique d'investissement pour financer les TPE, les PME et les ETI, conçu 34 plans de reconquête industrielle mêlant soutiens publics et initiatives privées, engagé un programme d'investissements d'avenir de 12 milliards d'euros, élargi le crédit d'impôt recherche (CIR) aux dépenses d'innovation des PME, placé l'investissement au cœur de la doctrine de l'Etat actionnaire pour qu'il soit pleinement stratégique. La compétitivité dépend aussi des coûts. Un effort de 41 milliards d'euros au total pour réduire les cotisations des entreprises est un levier majeur pour qu'elles puissent investir. Une procédure de suivi est mise en œuvre pour y veiller.

**Nous devons maintenant faire en sorte que les Comités national et régionaux prévus par la loi, où siègent les partenaires sociaux, accomplissent leur mission afin que les contrats de branche (11 actuellement, qui concernent 9 millions de salariés) soient tous signés et respectés. Ils doivent vérifier que les interventions publiques servent effectivement à renforcer la compétitivité des entreprises plutôt qu'à gratifier les actionnaires. Nous voulons également que les dispositifs actuels évoluent : fusionner à terme les dispositifs d'abaissement du coût du travail sous forme d'allègements de cotisations** – les entreprises y

gagneraient en lisibilité –, **mieux les cibler pour celles qui en ont un réel besoin** – et d'abord les PME et ETI industrielles, ainsi que les secteurs exposés à la concurrence internationale –, **ou encore ouvrir le CICE aux entreprises du secteur non lucratif et de l'économie sociale et solidaire, sont des améliorations possibles.** De même, pour l'économie et l'emploi, **nous jugeons indispensable la mise en œuvre d'un plan d'investissement pour les collectivités locales** afin de soutenir, notamment, le secteur du BTP.

**Notre Parti organisera une Convention nationale sur l'entreprise au cours du premier semestre.**

L'Etat a aussi rempli son rôle en créant les emplois d'avenir (150 000 ont d'ores et déjà été conclus) et les contrats de génération pour l'embauche des jeunes et le maintien des seniors dans l'emploi qui montent en puissance. Un important plan pour favoriser l'apprentissage vient d'être décidé. Objectif : 500 000 apprentis d'ici 2017.

• *Pour la maîtrise des finances publiques*

Pour tenir nos objectifs en la matière, en maintenant la confiance dans la signature de la France pour emprunter à des taux exceptionnellement bas, financer le Pacte de responsabilité et de solidarité, réduire de façon différenciée selon les catégories sociales le montant des impôts, la dépense publique sera limitée. Il ne s'agit pas de réduire aveuglément les budgets – comme la droite l'a fait hier et le promet pour demain. **Les priorités sont respectées : l'emploi, l'éducation, la sécurité, la justice.** La défense devra s'y ajouter face aux charges de la France. C'est pourquoi nous militons pour que certaines dépenses, notamment de financement des opérations militaires contre le terrorisme, soient exclues par la Commission européenne du calcul des déficits publics : c'est pour la paix et la sécurité, c'est au nom des valeurs européennes que nos armées sont engagées au Mali, en Centrafrique ou encore au sein de la coalition internationale contre Daesh. Les efforts dans le domaine des comptes publics s'accompagnent d'une lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, les paradis fiscaux et les détournements qu'opèrent de grandes entreprises multinationales. Alors que la modernisation administrative est rituellement invoquée, nous engageons la simplification administrative, intégrant pleinement la culture numérique.

• *Pour l'éducation*

La priorité donnée à l'éducation dans la campagne est respectée. Réformer les rythmes scolaires était une nécessité pour revenir sur ce qui avait été, avec la semaine de quatre jours, un véritable « Munich scolaire ». Cette action a occulté le diagnostic et les orientations de la loi de refondation votée en 2013 pour redonner un nouvel élan à un système éducatif trop inégalitaire. Celles-ci sont cependant essentielles. Aux 60 000 postes créés jusqu'en 2017, s'ajoutent l'attention portée à l'accueil de la petite enfance, la priorité au renforcement de l'enseignement primaire, le rétablissement de la formation professionnelle, scandaleusement supprimée par la droite, une éducation prioritaire repensée avec la politique de la ville, un important plan dédié au numérique, l'adaptation des programmes mise en œuvre à partir de la rentrée 2015, la mise en place d'une éducation morale et civique pour transmettre les valeurs de la République, la valorisation de l'enseignement supérieur, c'est une ambition globale pour la réussite de chaque élève. **Nous sommes à peine au milieu du gué. Les réformes dans l'éducation demandent de la constance, de la persévérance. Nous devons veiller à leur mise en œuvre effective en réunissant les moyens nécessaires et en rassemblant les énergies et d'abord vers les territoires qui en ont le plus besoin – quartiers populaires, campagnes déshéritées.** Nous ne pouvons plus accepter un système éducatif fragmenté et à plusieurs vitesses producteur d'inégalités scolaires et reproducteur d'élites.

• *Pour faire de la France la nation de l'excellence environnementale*

L'issue de la Conférence mondiale « Paris-Climat 2015 » sera décisive. **En France, deux grandes lois traduisent en actes la priorité environnementale : l'une pour**

**l'avenir de l'agriculture, l'alimentation et la forêt, destinée à développer l'agro-écologie, et l'autre pour accomplir la transition énergétique**, abaisser les émissions de gaz à effet de serre, réduire la consommation d'énergie, promouvoir les travaux d'isolation thermique des logements anciens, développer les énergies renouvelables (éolien, solaire, biomasse), réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité autour de 50 % à l'horizon 2025. Les difficultés qui ont suspendu la mise en place de l'écotaxe n'ont pas empêché que soit instauré un « péage de transit poids lourds » pour 2015. Le nouveau plan d'investissements d'avenir est largement consacré à la transition énergétique.

• *Pour une organisation territoriale fondée sur la solidarité, la proximité, l'efficacité*  
Tout le monde dénonçait l'enchevêtrement des niveaux de collectivités et y voyait un obstacle à la solidarité entre les territoires, à l'efficacité administrative et économique, à la visibilité pour les citoyens. Une **nouvelle carte régionale** est dessinée. Une réforme des départements et des intercommunalités est en cours. Une nouvelle **répartition des compétences** entre les collectivités pour plus de proximité et d'efficacité est débattue. D'ores et déjà, une loi sur les métropoles permet de renforcer leur développement et celui des régions. Cette avancée majeure pour l'avenir du pays, qui prendra nécessairement du temps pour donner ses pleins effets, s'accompagne **d'un soutien à la ruralité** et d'une mobilisation contre la ségrégation de quartiers entiers – avec la politique de la ville refondée dans ses principes et mieux ciblée dans ses objectifs, comme en témoigne le nouveau programme de renouvellement urbain. Depuis 2012, une action déterminée pour développer les potentialités des Outremer est également engagée qu'il faut poursuivre.

## 2 – Les réformes sociales et sociétales

• *Pour des individus plus libres*

La critique souvent adressée selon laquelle nous aurions préféré mener à bien des réformes dites « sociétales » plutôt que sociales est inexacte. Il est vrai que **la loi Taubira-Bertinotti**, supprimant les discriminations dans le droit du mariage, a entraîné un long débat et a rencontré l'opposition d'une minorité déterminée. Mais **elle était juste et clairement annoncée** dans la campagne électorale. De plus, notre action ne s'y résume pas. La loi d'août 2014 sur l'égalité entre les femmes et les hommes est un important progrès, qu'il s'agisse de la réduction des inégalités professionnelles ou de la lutte contre les violences. Le rapport parlementaire sur l'accompagnement des personnes en fin de vie prépare une loi attendue par beaucoup de Français. **L'opposition entre le « social » et le « sociétal » est vaine.**

• *Pour l'extension des droits sociaux*

**Les réformes et mesures sociales ont toutes obéi à un objectif de justice.** La retraite à 60 ans pour les carrières longues a été rétablie dès juillet 2012. Dans le cadre de la réforme des retraites, un compte pénibilité a été créé. Le patronat conteste son application, mais son principe est pour nous essentiel. Les trimestres des congés maternité sont enfin également pris en compte. L'Accord national interprofessionnel de 2013 permet désormais de généraliser la complémentaire santé pour tous les travailleurs, d'instaurer des droits rechargeables pour les chômeurs qui reprennent un emploi. La loi sur la santé prévoit une généralisation du tiers-payant pour améliorer l'accès de tous aux soins : c'est une avancée décisive dont les modalités peuvent être, par le dialogue, précisées. La réforme du mode de calcul des allocations familiales est allée dans le sens de la justice sociale pour aider les familles les plus modestes.

• *Pour le pouvoir d'achat*

L'augmentation de 25 % de l'allocation de rentrée scolaire, celle du RSA, plus de 10 % sur la durée du quinquennat, la revalorisation du minimum vieillesse, l'encadrement des loyers à Paris et dans les zones de tension, les revalorisations du SMIC,

l'accroissement du nombre de bénéficiaires de bourses étudiantes, un chèque énergie élargissant les tarifs sociaux à toutes les énergies, des mesures de revalorisation successives prises pour les fonctionnaires des catégories C et B, etc., sont autant de réponses apportées par le Gouvernement et la majorité dans un contexte budgétaire contraint. S'y ajoutent des mesures de protection des consommateurs comme un bouclier tarifaire pour les usagers des banques, la création de l'action de groupe à la française, l'amélioration des conditions de concurrence sur le marché des lunettes.

• *Pour la réforme fiscale*

**Nous regrettons qu'une ample réforme fiscale fusionnant la CSG et l'IR n'ait pas été mise en œuvre. Il n'empêche que d'importantes mesures fiscales ont été engagées avec le souci d'une juste répartition de l'effort** : tranche d'imposition sur le revenu à 45%, rétablissement d'un vrai ISF, plafonnement des niches fiscales, fiscalisation des stocks-options. **75% de l'augmentation de l'impôt sur le revenu a pesé sur les 25% des ménages les plus aisés.** La décision a été prise, en 2014, de baisser l'impôt sur le revenu pour 4,2 millions de foyers. En 2015, la suppression de la première tranche portera ce nombre à 9 millions. Autant de décisions qui restituent du pouvoir d'achat.

### 3 – Les réformes pour une République forte et généreuse

• *Pour la sécurité*

Le premier devoir d'un gouvernement est d'assurer la sécurité de la population. **Les drames qui ont ensanglanté notre pays montrent la réalité de la menace djihadiste.** Des décisions ont été prises dans le respect de l'Etat de droit, que nous partageons pleinement et qui complètent l'action engagée depuis deux ans, pour renforcer les moyens du renseignement intérieur et de la justice anti-terroriste, de la lutte contre le cyber-djihadisme et des programmes de déradicalisation.

**Depuis 2012, la sécurité des Français est redevenue une priorité.** Pour protéger nos concitoyens, prévenir la délinquance, combattre les trafics, nous avons dégagé les moyens budgétaires pour le recrutement de policiers, gendarmes, magistrats et greffiers – après les suppressions massives dans les effectifs réalisées entre 2002 et 2012 –, pour la création de zones de sécurité prioritaires (ZSP) sur l'ensemble du territoire, pour un plan anti-cambriolages.

• *Pour la démocratie sociale*

**C'est une marque forte du quinquennat,** dans une société française qui la loue souvent mais qui l'applique peu. Démocratie politique et démocratie sociale sont pour nous indissociables. Deux importantes réformes, sur les retraites et la sécurisation de l'emploi, ont résulté d'une négociation sociale. Les Conférences sociales ont permis de fixer un agenda de discussions et d'action. C'est un chemin difficile. Les organisations patronales n'aiment guère la réalité de la négociation. Les organisations syndicales sont divisées. Le bilan est donc inévitablement contrasté.

**Mais cette politique doit être poursuivie : recréer de la solidarité dans notre société demande de ne pas mépriser les corps intermédiaires, mais de travailler avec eux, quelles que soient les difficultés, pour l'intérêt général.**

• *Pour la vie démocratique*

Il y a une puissante attente démocratique en France. **Nous avons mis fin aux pratiques sarkoziennes,** l'intrusion dans le système judiciaire, la collusion avec le monde des affaires, l'instrumentalisation des médias. Quelques défaillances personnelles dans nos rangs ont pu hélas hypothéquer aux yeux des Français notre volonté de moraliser la vie politique. Les réactions rapides de l'exécutif mais aussi du parti ont toutefois permis d'établir de nouvelles procédures de contrôle des patrimoines et de la situation fiscale qui constituent un progrès notable pour la transparence de la vie politique. Il n'y a eu aucune tergiversation. Nous avons refusé l'immobilisme comme le populisme. Rien ne doit pouvoir justifier que nous participions

à une quelconque entreprise de stigmatisation des élus de la République. De nombreuses réformes ont été conduites à l'Assemblée nationale pour plus de transparence et d'exemplarité : économies de gestion, contrôle de son budget par la Cour des comptes, régulation du travail des groupes d'intérêt, etc. En 2013, deux lois ont concrétisé nos engagements en matière de transparence. L'une sur la liberté de la presse a confié au CSA la prérogative de nommer les présidents de sociétés d'audiovisuel public. L'autre loi concerne l'indépendance de la magistrature et interdit au Garde des Sceaux d'adresser aux magistrats des instructions sur les affaires individuelles.

**La loi sur la « Justice du 21ème siècle » rapproche la justice des citoyens, notamment en renforçant le soutien aux victimes, en luttant contre la récidive grâce à un suivi des personnes condamnées, en développant des modes alternatifs de règlement des litiges.** Elle devra renforcer le rôle du Conseil Supérieur de la Magistrature.

La réduction du cumul des mandats, elle, sera effective en 2017 et permettra d'élargir et de diversifier la représentation démocratique.

Une volonté de renforcer les valeurs de la République a amené la création d'un Observatoire national de la laïcité. **Une Charte de la laïcité est d'ores et déjà apposée dans toutes les écoles publiques.** Un enseignement pour une éducation morale et civique sera en application dès la rentrée prochaine.

• *Pour le droit des immigrés*

Nous avons voulu favoriser la reconnaissance et l'implication des populations immigrées en situation régulière. Nous voulions accorder le droit de vote pour les étrangers aux élections locales mais les conditions politiques ne l'ont pas permis : nous aurions dû mener le débat au Parlement pour que chacun prenne ses responsabilités. Cela ne doit pas faire oublier **ce qui a été fait pour une politique migratoire maîtrisée et juste** : l'abolition des circulaires Guéant concernant les étudiants, la création de titres de séjour pluriannuels, de nouveaux critères justes et transparents pour l'accès à la nationalité française, la réduction des délais pour traiter les demandes d'asile, une lutte accrue contre les filières d'immigration clandestine. **Deux lois importantes seront adoptées en 2015, sur le droit des étrangers et le droit d'asile.**

Ce bilan d'étape ici mis en perspective ne mérite pas le dénigrement que l'on constate parfois malheureusement dans nos propres rangs. Il traduit une prise en compte des défis et des difficultés du pays. Il caractérise un travail de fond que n'avait pas entrepris la droite, trop occupée à voir dans le modèle social français la cause de tous les maux. **Notre volonté, au contraire, est de l'adapter pour lui donner plus d'efficacité.** Vu le lourd passif de la décennie précédente, il est évident que les résultats de ces politiques demandent du temps car il nous faut traiter en même temps les causes de plusieurs grandes crises. L'ampleur des efforts engagés devrait amener tous les acteurs de l'économie et de la société à entrer dans un véritable pacte productif. A nous de faire en sorte que tous prennent clairement leurs responsabilités. Les surenchères des organisations patronales, du MEDEF en premier lieu, divisé en son sein, reflétant aussi les pressions de la droite pèsent, évidemment. Il est cependant encore temps de le concrétiser pour l'intérêt national. Dans la nouvelle conjoncture économique mondiale, avec la baisse du prix du pétrole, la parité plus favorable de l'euro, et l'Union européenne qui paraît décidée à éviter la déflation et à investir, de meilleures conditions peuvent aider à concrétiser les résultats de nos politiques. **La clé, pour nous, c'est la cohérence pour la croissance.**

### III - LES CHANTIERS DE LA COHESION REPUBLICAINE

Faire vivre la République, c'est mobiliser toutes les énergies pour réaliser la

promesse d'égalité au cœur de notre pacte social.

## 1 - Les 10 chantiers de l'égalité réelle

### • *Toute personne a droit à un environnement préservé*

Ce mot d'ordre, c'est celui de l'éco-socialisme. A tous les échelons de l'action publique, nous luttons pour faire reculer les inégalités énergétiques et environnementales. En France, nous plaillons pour **le verdissement accru des interventions publiques à destination des entreprises** sur le modèle que les collectivités territoriales à direction socialiste ont mis en place : les entreprises qui s'engagent dans la transition énergétique (isolation, labellisation, certification, formation, éco-conception, relocalisation) doivent être encouragées et valorisées par la puissance publique. De même, les universités mettant en œuvre des projets innovants (bâtiments à énergie positive, gestion intelligente de l'énergie) méritent un soutien spécifique. Parce que la France est forte de la deuxième surface maritime au monde, nous prôtons **une politique offensive pour la croissance bleue** (énergies marines et aquaculture, entre autres) qui mobilise industries, universités, laboratoires de recherche, pôles de compétitivité, infrastructures portuaires. Ce défi passe aussi par la préservation de la biodiversité dont, pour la France, 80% se trouvent dans les Outremer. Au-delà du PIB, de **nouveaux indicateurs de richesse** s'imposent pour une économie plus qualitative et pas moins productive. En Europe, nous réaffirmons notre attachement à **une taxe carbone aux frontières de l'UE**. Enfin, parce que la voix universelle de la France est attendue et qu'elle présidera **la COP21 en fin d'année**, nous nous battons pour une **organisation mondiale de l'environnement** (OME) sur le modèle de l'OMC.

### • *L'éducation : premier sujet, premier projet, premier budget*

Nous avons engagé la refondation de l'école de la République parce que nous voulons refonder la République par l'école. **La loi de refondation se déploie, qu'il s'agisse de la priorité au primaire, de la formation des maîtres, des programmes**. C'est ainsi que seront atteints les objectifs d'intérêt général que nous nous sommes assignés, notamment **la réduction de moitié du nombre d'élèves qui décrochent d'ici 2017**.

Pour approfondir la mixité scolaire, pour casser la logique ségrégative, engageons **une refonte de la carte scolaire** en élargissant le zonage, en reconfigurant les établissements là où les besoins sont les plus importants, en développant des enseignements d'excellence dans les lycées concernés. Pour nous, une école moderne est préservée de toute influence extérieure – religieuse ou marchande, au premier chef – et confortée pour répondre aux défis actuels, qu'il s'agisse du **développement du numérique** (affaire de contenus pédagogiques autant que de supports technologiques) ou de **l'enseignement moral et civique**.

Redonnons de l'air à l'enseignement supérieur et à la recherche publique ! Nous voulons que soit soumis au débat parlementaire **le rapprochement progressif des universités et des grandes écoles avec leurs classes préparatoires dans le cadre de « réseaux territoriaux de la connaissance »**. De même, il serait judicieux de lier **calcul de l'assiette du crédit d'impôt recherche (CIR) et incitation à l'embauche de doctorants et de docteurs**. « *Réussite individuelle, réussite également collective, nationale* » : nous faisons nôtre la vision du Président de la République exprimée devant les acteurs de l'éducation.

### • *L'intégration économique par l'emploi et la sécurisation des parcours professionnels*

Au-delà du soutien à la compétitivité des entreprises et aux investissements d'avenir, mener la bataille de l'emploi implique **que soient confortés les emplois aidés pour les jeunes et les chômeurs de longue durée**. Dans ce cadre, **les emplois d'avenir déjà programmés pourraient être orientés vers les métiers de la croissance verte**. De même, la **Garantie jeunes** va monter en puissance pour accompagner les

jeunes les plus vulnérables, ce qui passe par le soutien aux missions locales.

Les politiques publiques de l'emploi doivent aussi **bannir les formes de management qui conduisent à la souffrance et à l'isolement des travailleurs.**

Pour faire respecter les droits des salariés, l'inspection du travail doit disposer des moyens de remplir ses missions.

Autre enjeu pour une économie de compétitivité et de qualité : **prolonger le chantier de la sécurisation des parcours professionnels.** Nous souhaitons aller au-delà des avancées réalisées depuis 2012 pour créer des droits individuels garantis collectivement, fidèles à la « sécurité sociale professionnelle » que le PS a toujours appelée de ses vœux et dont il a jeté les fondations. Nous proposons **la création d'un compte social universel** rassemblant, pour chaque personne, l'ensemble des droits qui lui sont attachés comme actif (formation professionnelle, compte personnel de pénibilité, compte épargne-temps, épargne salariale, retraite, droits rechargeables à l'assurance chômage, indemnités légales et supra-légales). Cette avancée va de pair avec **un service public de l'emploi** rendu davantage territorialisé pour un accompagnement toujours plus personnalisé. Nous proposons d'œuvrer à ce plan d'action, en lien avec les partenaires sociaux et les collectivités territoriales, d'ici 2017.

• *La santé partout et pour tous*

Améliorer la santé est inscrit dans les textes fondateurs de notre République. Outre l'Etat social-écologique qui lie enjeux environnementaux et sanitaires, outre **une prise en compte accrue du handicap dans les politiques publiques**, nous voulons **renforcer la prévention** sous toute ses formes (alimentation, addictions, pratiques du sport, etc.) – elle est gage de meilleure santé et d'économies pour l'assurance-maladie. Nous jugeons nécessaire le soutien continu à **l'accueil des enfants de moins de 3 ans**, à la **médecine scolaire** car les inégalités de santé se combattent à la racine, à la **médecine du travail**.

Des villages, des centres-bourgs, des quartiers à la périphérie des métropoles, sont menacés par le départ programmé à la retraite du seul médecin généraliste de la commune. Au-delà du développement des maisons de santé, nous plaçons pour **le rééquilibrage de l'installation des médecins dans les zones sous dotées, ruralité et banlieue notamment, dans le cadre d'une démarche partenariale, concertée avec les professionnels et les élus locaux, permettant notamment aux jeunes médecins d'exercer dans une zone de santé prioritaire durant les premières années qui suivent la sortie des études.** Réguler la liberté d'installation dans l'intérêt général a été légitimement envisagé pour les professions juridiques réglementées, une telle approche doit prévaloir pour cette cause d'intérêt général qu'est la santé.

La France doit être à l'avant-garde des investissements pour adapter la société au vieillissement – nous sommes fiers de la loi qui s'en donne les moyens. Investissons massivement dans **le traitement des maladies neurodégénératives** et positionnons notre pays au premier rang de la « silver économie ». Ces choix, indispensables à l'amélioration des conditions de vie des patients et des familles, constituent de surcroît un gisement d'emplois, d'innovations, de services pour notre pays : son potentiel universitaire, hospitalier, technologique est mondialement établi. En matière de santé, les Français attendent que soient conjuguées personnalisation, anticipation, territorialisation : c'est pourquoi le projet de loi santé sera un rendez-vous majeur de la seconde partie de la législature.

• *Le logement de qualité pour tous, cause nationale !*

Pour construire massivement des logements accessibles et confortables, pour répondre au défi de la diversité sociale de l'habitat, pour soutenir la construction de logements sociaux, nous appelons le Gouvernement à conforter et amplifier son action: poursuite de la simplification des procédures, libération du foncier, publication rapide des décrets d'application, mais aussi **stricte application de la loi SRU et de ses sanctions pour les communes [elles sont aujourd'hui 600 !] qui ne**

**respectent pas leurs engagements en matière de logement social.** A cet égard, la responsabilité d'un grand nombre de municipalités dirigées par la droite depuis 2014 est accablante et doit être dénoncée.

Nous sommes partisans d'un **soutien résolu aux maires bâtisseurs**, via par exemple un nouveau mode de calcul du système de péréquation entre collectivités territoriales. **Nous préconisons que l'Etat, à travers le pouvoir conforté des préfets, se substitue aux collectivités défailtantes et imposent ainsi le respect de la mixité sociale.** De même, en matière de logement social, l'implication des intercommunalités dans les politiques d'aménagement et de peuplement doit être confortée, comme prévu par la loi ALUR. Le **secteur de la construction et des travaux publics** doit être soutenu – c'est le sens de notre volonté d'encourager l'investissement des collectivités au-delà des mesures adoptées par les députés socialistes pour 2015.

Enfin, **l'effort en direction des quartiers populaires est un devoir national** : la cohésion urbaine doit conjuguer urbanisme, accueil des entreprises et des commerces, présence des équipements et des services publics, des associations et des mouvements d'éducation populaire, transports en commun, instances de concertation des habitants.

• *Le droit à la mobilité et à l'accès : transports collectifs et numérique*

En matière de réseaux, de transports ou virtuels, anticiper et se projeter est capital. Outre le soutien aux infrastructures de transports à faible empreinte carbone avec, notamment, **le développement plus soutenu des déplacements ferroviaires et des navigations fluviales ou, encore, une tarification multimodale intégrant l'ensemble des modes de déplacement doux** (qui ne génèrent pas de gaz à effet de serre), nous souhaitons que la puissance publique, tirant les leçons de la désastreuse privatisation des autoroutes autorisée par la droite en 2006 et de son projet impréparé d'écotaxe poids lourds, se donne les moyens de **financer dans la durée les infrastructures de transports collectifs.** Les débats sur la remise à plat des contrats de concessions autoroutières, l'encadrement des profits réalisés par les sociétés concernées ou la hausse des tarifs de péage ne sauraient être clos avant que d'avoir été pleinement investis.

Le déploiement du numérique appelle aussi des réponses nouvelles. Pour protéger les données individuelles, la mise en œuvre d'une **autorité européenne de régulation du numérique** est un combat majeur. Pour soutenir la croissance, **le maintien des moyens alloués à la transition numérique** en France est indispensable : les ressources du programme d'investissements d'avenir doivent être préservées durant les prochaines années. La formation au numérique, dès l'école, est clé. Le Parti socialiste y veillera, tout comme il adoptera un mémorandum en vue du débat sur la loi de transition numérique, texte majeur de la seconde moitié de la législature.

• *Le combat permanent pour l'égalité femmes-hommes*

« Le socialisme est un féminisme », rappelle notre *Charte pour le progrès humain*. Aux responsabilités du pays, les socialistes ont toujours placé le droit des femmes au cœur de leur action. La loi du 4 août 2014 portée par Najat Vallaud-Belkacem est une contribution essentielle.

Nous savons que beaucoup de progrès restent à conquérir. Notre parti doit continuer d'investir cinq principaux terrains : **l'éducation** car l'école doit jouer activement son rôle de formation et de prévention, mais aussi d'orientation pour favoriser la féminisation des métiers ; **la lutte contre les inégalités salariales et professionnelles** – qui passe par la mixité des professions et des secteurs d'activité, le soutien à l'entrepreneuriat féminin autant que par le partage des responsabilités familiales ; **la mise en œuvre effective des droits spécifiques aux femmes** – IVG, contraception, lutte contre les violences ; **la lutte contre les stéréotypes** ; enfin **l'affirmation de la laïcité face aux intégrismes religieux ou sectaires** qui toujours

se traduisent par l'oppression des femmes et la contestation de leurs droits. Nous serons au premier rang de cette bataille d'intérêt général.

• *L'accès à la culture et aux arts*

Au cœur du projet de société des socialistes, il y a la volonté de bâtir une société bienveillante où réussir sa vie ne consiste pas à avoir tout, mais à être soi, où le consumérisme et l'accumulation de biens personnels ne sont pas les étalons d'une vie bonne. C'est pourquoi nous croyons à la culture, à sa vertu émancipatrice, libératrice, créatrice.

C'est pour combattre les inégalités culturelles que nous investissons tous les secteurs : le livre (TVA réduite et soutien aux librairies), le cinéma (TVA réduite), le spectacle vivant (maintien des crédits budgétaires qui lui sont alloués en 2015, 2016, 2017), l'éducation artistique et culturelle (préservation de l'effort budgétaire).

Encourageons plus fortement **l'ouverture de lieux de création**, de maisons d'artistes, le développement de résidences de longue durée et des plateformes régionales de concertation, d'innovation artistique et culturelle. Agissons pour que soient massivement promues et reconnues **les pratiques en amateur**, facteur d'accomplissement personnel et de lien social. Et mettons en œuvre **cette idée belle et simple : un artiste/une école**. Il s'agirait que durant l'année scolaire, un artiste soit en résidence dans chaque école de France pour conduire, avec les élèves, les professeurs et les familles, un projet culturel partagé.

Enfin, comme le Président de la République l'a fait face à l'ex-Commission européenne Barroso, **nous réaffirmons notre attachement à l'exception culturelle dans les négociations internationales.**

• *Les services publics, c'est la République*

Depuis 2012 au plan national, depuis de nombreuses années sous l'impulsion des collectivités locales à direction socialiste, des maisons de services publics voient le jour afin d'assurer partout et pour tous l'accès aux droits.

La santé est à cet égard un enjeu fondamental. Outre la présence de médecins dans les zones où ils viennent à manquer, le développement des maisons de santé en métropole et dans les Outremer doit être poursuivi. Dans une approche de solidarité territoriale, **un plan national d'appui à l'hôpital public** doit être programmé.

**Conforter les métiers et les missions de la fonction publique d'Etat**, l'engagement qu'ils supposent, l'attractivité qu'ils méritent dans l'intérêt général, passe aussi par une politique efficace de ressources humaines. Agents et usagers doivent être partie prenante de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des services publics : ils doivent être davantage consultés et associés.

La fonction publique, qui contribue à l'effort national dans la crise depuis plusieurs années, devra, elle aussi, avoir le bénéfice du retour de la croissance.

**Relevons le défi de l'e-administration.** 100% des démarches qui ne nécessitent pas la présence obligatoire à un guichet doivent pouvoir être élaborées en ligne. Promouvoir les services publics à la française, c'est aussi **se mobiliser à l'échelle de l'Europe** face aux directives ou initiatives qui consisteraient à en remettre en cause le principe ou les moyens.

• *La fiscalité au service de la croissance et de la justice*

Pour combattre les inégalités à toutes les échelles, du local au global, **nous croyons à l'impôt citoyen, progressif et redistributif, contribution de chacun à l'effort collectif, à la solidarité nationale, la préparation de l'avenir et la préservation de la planète.**

Au-delà des importantes décisions déjà engagées par le Gouvernement et la majorité, plusieurs champs d'action sont à investir dans les prochaines années afin de rendre l'impôt plus lisible et plus juste sans alourdir la fiscalité qui pèse sur les ménages et sur les entreprises qui ont besoin, pour consommer et investir, de lisibilité et de stabilité en la matière.

L'impôt citoyen doit être simple. Pour les ménages, **nous souhaitons que soit**

**engagé le chantier du prélèvement à la source dès le projet de budget pour 2016**, réforme si souvent annoncée au cours des décennies passées mais jamais réalisée. Lisible pour le contribuable, elle permettra de **poser le socle de tout rapprochement à venir entre l'impôt sur le revenu et la CSG**. Pour les entreprises, le développement du rescrit contribuera à simplifier et sécuriser leur activité. En direction des collectivités territoriales, la concertation entre l'Etat et les associations pluralistes d'élus doit être engagée afin que soient jetées les bases d'**un pacte de solidarité financier et fiscal au sein des intercommunalités** : mettons fin à l'injustice qui fait que des communes sont pauvres alors qu'elles appartiennent à des intercommunalités « riches ».

La péréquation – le mot technique pour parler de la justice – doit davantage prévaloir. Nous encourageons l'expérimentation dans plusieurs départements dès cette année de la **révision des valeurs locatives des logements** pour le calcul de la taxe foncière et de la taxe d'habitation : celui-ci a été fixé dans les années 1970 et n'a pas été, ou peu, ou mal actualisé depuis...

## 2 - Les chantiers de la citoyenneté active

### • *Faire vivre la laïcité au quotidien*

La laïcité est notre joyau républicain et nous disons notre attachement à la grande loi de 1905. Au-delà des mesures annoncées par le Gouvernement et que nous approuvons, nous plaidons pour plusieurs axes de réflexion et d'action des pouvoirs publics en dialogue avec la société : **l'enseignement de la morale laïque et celui du fait religieux à l'école**, explication rationnelle, culturelle, historique des religions à l'école qui permet de combattre l'ésotérisme, l'irrationalisme, le fanatisme qui peuvent s'exprimer au-dehors ; **la suppression du délit de blasphème sur l'ensemble du territoire** ; **la préservation de l'hôpital public et des équipements de santé face aux offensives des intégrismes religieux** ; dans le cadre d'une réforme du Conseil français du culte musulman, le recrutement et la formation d'**aumôniers musulmans et d'imans maîtrisant la langue française et l'histoire de notre nation** ; enfin, que **la Journée de la laïcité, le 9 décembre**, soit célébrée dans tous les établissements scolaires.

### • *Combattre le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, la xénophobie, les discriminations*

Face aux propos et aux actes racistes, ne laissons rien passer ! Appelons systématiquement, sans exception et sans relâche, à la **mobilisation des consciences républicaines**. Généraliser comme circonstance aggravante d'un délit la caractérisation raciste et antisémite s'impose, comme l'a proposé le chef de l'Etat. L'école, institution-cœur de la République, remplit un rôle fondamental.

Face à la colonisation d'Internet et des réseaux sociaux par les discours de haine, agissons pour que la démocratie se dote de tous les outils d'une **régulation du Net dans le cadre des valeurs et de la loi républicaines**. Et soutenons la création d'un **cadre juridique européen** adapté permettant aux autorités d'agir avec fermeté dans le respect des principes fondamentaux du droit et des libertés.

Nous réaffirmons notre engagement commun contre les discriminations qui se déploient au quotidien dans l'accès à l'emploi, au logement, aux lieux de loisirs. La généralisation du **CV anonyme** sur le modèle des copies anonymes aux concours de la fonction publique doit être mise en place, tout comme le recours accru au « **testing** » ou « test de situation ». A l'instar du Défenseur des droits, nous sommes favorables à l'instauration d'un **recours collectif contre les discriminations**, sur le modèle de l'action de groupe rendue possible par la loi Consommation.

Là aussi, il faut tenir compte des nouvelles technologies pour contrer l'émergence de **nouveaux vecteurs de discriminations** liés aux réseaux sociaux et aux sites Internet d'embauche – les données personnelles (lieu de naissance ou nom de famille par exemple) qui y figurent pouvant être utilisées pour bâtir des critères

discriminatoires.

• *Renforcer la démocratie sociale et les droits des salariés*

Dans l'entreprise, les salariés, pour être respectés, doivent avoir des droits. C'est pourquoi nous disons qu'il faut un Code du travail alors que la droite et une partie du patronat y voient une atteinte à la liberté d'entreprendre. Pour faire valoir leurs droits et en conquérir de nouveaux, les salariés doivent pouvoir s'organiser librement dans le syndicat de leur choix. Des institutions représentatives du personnel doivent leur permettre d'être élus et représentés.

**Nous avons rappelé l'attachement des socialistes aux seuils permettant l'existence de comités d'entreprises.** De même, nous avons indiqué notre position concernant le repos hebdomadaire, droit fondamental. Nous réaffirmons la reconnaissance des droits individuels et collectifs des salariés, seule manière de faire respecter les femmes et les hommes qui travaillent dans la fonction publique et le secteur privé. Alors que l'UMP et le FN mettent en cause les organisations syndicales à travers la dénonciation permanente des corps intermédiaires, les socialistes défendent le pouvoir de négociation des syndicats et militent pour qu'à tous les niveaux, s'organise le dialogue social dans notre pays.

Avec les conférences sociales, le rôle des partenaires sociaux a été reconnu et la valeur de la négociation collective affirmée. Aujourd'hui, il faut aller plus loin **en renforçant le droit de regard des élus du personnel sur l'utilisation du CICE**, non pas seulement après coup pour en savoir l'usage, mais *a priori* afin d'être associés à la définition de la meilleure affectation de cette intervention publique en faveur de l'investissement et de l'emploi. **L'information économique sur la situation de l'entreprise doit être accessible aux salariés** par la « base de donnée unique » négociée avec les élus des syndicats de l'entreprise. Le premier droit des salariés, c'est d'être informés à temps pour pouvoir agir ! Et faisons de **la santé au travail des salariés** un droit effectif, avec la réelle prise en compte de la pénibilité.

Quant à **l'engagement des femmes et des hommes dans l'action syndicale, il doit être reconnu et valorisé.** Pour toutes ces raisons, nous nous engageons à faire en sorte que le Parti, en lien avec nos parlementaires et en relation avec les partenaires sociaux, pèse activement sur le contenu de la future loi sur l'amélioration des conditions du dialogue social en France.

• *Moderniser nos institutions, faire vivre la démocratie*

Nous organiserons au sein du Parti **une Convention nationale sur les institutions au second semestre 2015**. Plusieurs axes de débat peuvent dès à présent être énoncés : le renforcement **du droit d'initiative et de contrôle du Parlement** ; l'instauration d'une **part de proportionnelle aux élections législatives** ; la réduction du **nombre de parlementaires** ; la poursuite – notre parti et les gouvernements à direction socialiste ont toujours été à l'avant-garde en la matière – du **non-cumul des mandats** avec, par exemple, la limitation de leur nombre dans le temps, réforme qui devra être couplée avec la mise en place d'un **statut de l'élu**. Sur ces enjeux et d'autres, la Commission sur l'avenir des institutions mise en place par le Président de l'Assemblée nationale, qui doit rendre publique la conclusion de ses travaux en juin prochain, sera une source précieuse de réflexion.

Une démocratie vivante, c'est aussi une **démocratie plus transparente**.

L'exemplarité est un impératif catégorique en République. Des avancées majeures ont été réalisées depuis l'alternance de 2012. Qu'il s'agisse de l'exécutif ou des parlementaires, des présidents d'exécutifs territoriaux ou des hauts fonctionnaires, jamais les exigences de transparence n'ont été aussi affirmées et c'est un progrès démocratique : n'oublions jamais de rappeler que ce sont les socialistes qui ont renforcé la législation sur la transparence de la vie publique. D'autres avancées sont possibles. Nous jugeons nécessaires la **généralisation d'un registre obligatoire et public des lobbyistes – tel que cela a été fait à l'Assemblée et la prévention et la sanction accrues des conflits d'intérêts**. La Haute autorité de la transparence de

la vie publique a émis d'utiles préconisations.

Dans une démocratie vivante, la justice est indépendante. Depuis l'élection de François Hollande, elle l'est puisque l'exécutif n'intervient pas dans les dossiers individuels : c'est un acquis démocratique fort. De même que nous sommes profondément attachés à une politique pénale et judiciaire nationale, nous pensons, dans la fidélité aux propositions que notre Parti a formulées de longue date, qu'une évolution du **Conseil supérieur de la magistrature** est souhaitable. Le Gouvernement pourrait relancer les discussions sur la réforme constitutionnelle concernant l'autonomie du CSM et son rôle dans la nomination de la hiérarchie du siège et du parquet : nous sommes prêts au débat avec la droite sur ce sujet aussi. **Soutenons le pluralisme de l'information** à l'heure où, notamment, le modèle économique de la presse écrite est percuté par le déploiement du numérique et de l'information en continu.

Enfin, profondément attachés à la démocratie représentative, nous voulons aussi favoriser la **participation démocratique des citoyens**. Les expérimentations initiées par la Ville de Paris (**budgets participatifs, évaluation des politiques publiques, votes sur des grands projets d'urbanisme**) et le succès qu'elles ont rencontré montrent le chemin d'une démocratie locale revivifiée. A l'échelle nationale, **un droit d'amendement citoyen** via internet renforcerait le lien entre élus et électeurs. Renforçons l'association des citoyens à l'élaboration des grands projets d'aménagement, par des procédures de consultations plus transparente et plus larges. La citoyenneté, c'est aussi l'engagement : menons le débat sur le **service républicain universel**, qui combine parcours républicain obligatoire et service civique rémunéré.

## IV – LA BATAILLE POUR L'UNITE

Le Parti socialiste est républicain et écologique. Il n'est ni social-libéral, ni néo-communiste. C'est un parti réformiste qui cherche le progrès en toute chose. Il est aujourd'hui confronté à une tâche inattendue : redonner à la France sa puissance industrielle, à la République sa puissance égalitaire, à l'Europe sa puissance intégratrice.

Il doit jeter les bases d'un nouveau modèle éco-socialiste, protecteur et compétitif. Le Parti socialiste au pouvoir se donne la responsabilité de la modernisation de l'Etat social. Cette mutation provoque adhésion, convulsions, réaction.

Dans le même temps, le Front national se nourrit de l'époque pour porter l'offensive contre la République dont il nie la devise et mine les fondements.

Devant les défis et les urgences, la nécessité de faire vivre la République ici et maintenant, le Parti socialiste doit se déployer pleinement et repenser en profondeur ses modes d'action et de mobilisation.

### 1 - Ce que nous voulons pour le Parti socialiste et ses militants

Les modes d'organisation des militants et des représentants sont datés. Il faut muter. Il ne s'agit pas seulement de constater que le cycle d'Epiney est terminé, mais de s'assurer que nos formes d'organisation et notre stratégie peuvent s'adapter à la nouvelle réalité. **Il nous faut un big-bang organisationnel.**

Des sections encouragées et sollicitées, travaillant et se réunissant, y compris sur des thèmes d'actualité communs à toutes.

Des adhérents informés et formés par les nouveaux moyens de communication et leur usage.

Une participation facilitée par l'adhésion directe.

Des adhérents au cœur de la nouvelle organisation avec des outils informatiques leur permettant de s'exprimer, s'informer, contribuer, décider. Le PS doit devenir une maison de verre pour l'adhérent.

Des socialistes reconnectés à leur époque et des acteurs qui la font vivre par des forums thématiques : l'égalité réelle, la liberté, la fraternité et la laïcité, la transition écologique, le modèle social, les acteurs économiques et le redressement productif, la science et le progrès, la culture et les arts.

**Le nouveau Parti socialiste doit être protéiforme et participatif, c'est la leçon des Etats généraux qui ont constitué une démarche inédite non seulement dans l'histoire de notre Parti, mais jamais vue dans la vie politique française.**

Nous souhaitons engager plusieurs changements avec et pour les adhérents.

Lancer à partir de 2016 une année de campagne d'adhésions pour aller vers les 500 000 adhérents.

Modifier le cadre même du Parti en proposant aux sympathisants d'être des adhérents par un clic.

Concevoir le militantisme comme un choix diversifié, tenant compte des apports de chacun, de ses aspirations ou centres d'intérêts.

Mettre en place une commission chargée de l'harmonisation de notre système de cotisation pour que soit facilitée l'adhésion des jeunes et des catégories populaires notamment afin que le coût de l'adhésion ne soit jamais un obstacle à l'engagement.

Enfin, créer dans chaque département un groupe de cinquante militants sur le Net avec un responsable, chargé de relayer les messages pour le plus grand nombre.

Il s'agit de combiner efficacité, horizontalité, ouverture, formation, animation pour rendre à nouveau notre Parti attractif.

## 2 - La bataille pour faciliter l'accession aux candidatures

La fin du cumul des mandats a démocratisé le Parti socialiste qui jouait souvent à guichet fermé. **Le non cumul dans le temps doit être la prochaine conquête.** Celle-ci ne peut pas s'improviser. Il faut d'abord aller chercher les nouveaux cadres, les former, les préparer à l'exercice des responsabilités. **Notre Parti devra faire preuve de volontarisme, faire respecter la parité mais aussi la mixité sociale.**

Il y a vingt ans, on opposait à la promotion des femmes l'argument que celles-ci feraient perdre des positions électorales ou qu'il n'y avait pas de candidates en nombre suffisant... Sans que le résultat soit totalement satisfaisant, notre parti a beaucoup progressé – près de 40 % des effectifs du groupe socialiste à l'Assemblée nationale sont constituées de député-e-s, contre moins de 15 % à l'UMP. Et c'est au PS que l'on doit le nouveau mode de scrutin qui assure enfin la parité dans les élections départementales : mettons en avant cette conquête lors de nos campagnes de terrain. **La parité reste un combat et notre Parti doit se montrer plus que volontaire : il doit être exemplaire.**

Le même raisonnement est aujourd'hui utilisé pour des femmes et des hommes issus de ce que l'on nomme – par euphémisme – les quartiers. Au-delà du caractère éthiquement peu recevable de l'argument, il faut se donner les moyens d'une **promotion de cadres issus de la diversité.** Comme il faut faire accéder aux responsabilités les adhérents d'origine modeste.

Toutes les élections doivent permettre la promotion de la diversité. Si le PS veut être aux couleurs de la France, ressembler à son électorat, il doit s'en donner les moyens. Une école de formation spécifique recrutant dans les 400 quartiers, membre de l'association « Socialistes dans les quartiers », doit être mise en place.

L'objectif est simple : il faut déprofessionnaliser la politique. Pour y parvenir, ses acteurs doivent être efficaces, donc formés. Il faut imposer la mixité sociale et la diversité à tous les niveaux. C'est ainsi que le PS sera fidèle à la promesse républicaine et pleinement représentatif du pays. Si nous ne le faisons pas, tôt ou tard, ce mouvement s'imposera de l'extérieur.

## 3 - La force de l'unité

Plus le Parti socialiste sera en dynamique, ouvert, attractif, plus il entraînera l'union de la gauche et des écologistes. Ce combat pour l'unité doit se mener à trois

niveaux.

**D'abord, l'union de la gauche et des écologistes.** Elle est et reste notre stratégie. Elle doit se décliner à chaque élection. Au sein de la gauche et chez les écologistes, des divergences existent. Il ne s'agit pas de les aiguiser, mais de les surmonter ou de s'unir malgré elles. L'union est un compromis. Elle ne saurait être le passage du PS sur les positions du PCF ou des écologistes. De même nous refusons toute logique de sous-traitance : le Parti socialiste a vocation à traiter tous les sujets.

Depuis l'élection présidentielle de 2012 sous l'impulsion du Front de gauche et de Jean-Luc Mélenchon, un nouveau concept a été introduit tendant à laisser croire qu'il n'y aura de gauche que si le Parti socialiste disparaît.

Cette attitude s'appuie sur la thèse selon laquelle le PS serait un parti de droite. Cette stratégie politique – « Le PS obstacle principal à la gauche » – se décline tactiquement par le refus de l'alliance sur le plan local, comme nous le constatons hélas dans la préparation des élections départementales. C'est la version « gauche » de l'UMPS de Marine Le Pen. Elle a pour but certes d'affaiblir le PS, mais aussi structurellement le PCF pour lui substituer, sur le papier, une nouvelle force politique. Elle a pour conséquence d'éliminer la gauche, laissant sans voix le peuple de gauche, et d'abord les plus défavorisés. Elle a comme conséquence de laisser face à face le Front national et la droite républicaine. Elle a pour impact de marginaliser la gauche. L'unité ne peut plus être un « arrangement » de sommet puisqu'elle se heurte à cette nouvelle stratégie à laquelle semble adhérer une partie des Verts. Si le Parti socialiste doit avec constance préconiser le rassemblement, il doit maintenant mettre en garde et faire campagne contre la désunion : la gauche divisée, c'est le risque de la gauche éliminée, du FN et de la droite qualifiés.

**Aussi devons-nous nous adresser non seulement aux partis, mais aux adhérents et aux électeurs.** La gauche est fragmentée parfois dans un même département et les directions des partis ont bien du mal à faire passer des consignes nationales.

Bien entendu, c'est en s'adressant et en répondant à l'ensemble des Français que l'on peut entraîner la gauche. Mais il faut une campagne spécifique du Parti socialiste pour l'union en direction des électeurs. Pétition nationale, collectif national, collectif départemental, collectif régional pour l'unité. Il faut faire sauter le verrou de la désunion et du préjugé artificiel à l'encontre du Parti socialiste. Il y va de l'avenir de la gauche et, avec un Front national entre 25 % et 30 % des suffrages, de l'intérêt de la République et de la France.

**Enfin, au cœur de la gauche, il faut créer les conditions d'une « fédération unitaire »**, regrouper toutes celles et tous ceux qui militent pour l'unité de la gauche et des écologistes et qui partagent le combat que nous menons. Nous donnerons ainsi une colonne vertébrale au combat pour l'unité qui dépassera le seul Parti socialiste. Il faut s'ouvrir. Il faut ouvrir ce combat aux syndicalistes, aux associatifs, aux intellectuels, aux militants et aux citoyens. Ainsi nous ne ferons plus de la question de l'unité une question technique ou tactique, mais un problème politique rassemblant notre camp pour rassembler les Français.

A travers une nouvelle pratique, un changement de forme de parti, une nouvelle représentation et une bataille pour l'unité, nous pouvons être à la hauteur du nouveau défi après avoir défini dans notre Charte de l'identité socialiste une nouvelle offre politique combinant efficacité économique, justice sociale et modèle éco-socialiste.

Le renouveau du Parti socialiste est engagé. Nos Etats généraux l'ont initié. Notre Conseil national en décembre, consacré à la modernisation de son organisation, l'a prolongé. Il faut maintenant le parachever pour faire émerger notre nouvelle gauche qui sera portée par une nouvelle génération politique dont la mission sera d'affronter la nouvelle époque.

Cette ambition pour faire vivre le Parti socialiste et l'axe stratégique de l'unité pour faire vivre la République sont indissociables. **C'est ainsi que cette contribution du secrétariat national se veut utile à la France, utile à la gauche, utile au Parti socialiste.**

## Contactez les auteurs de la contribution :

- @ChantiersEgalité
- [jc.cambadelis@parti-socialiste.fr](mailto:jc.cambadelis@parti-socialiste.fr)